

Initiatives ministérielles

Ce qu'il dit c'est que nous devons aller chercher plus profondément dans les poches des contribuables et percevoir plus d'impôt pour en donner aux employés. Nous devons emprunter davantage, mais lui il ne l'a pas fait pour ses propres employés.

N'est-ce pas là de l'hypocrisie! Et il dit que nous essayons de profiter de cette grève.

M. le Président: Je demande aux députés de limiter leurs remarques, s'ils doivent absolument faire des interpellations, à des observations qui ne sont pas susceptibles de créer le désordre à la Chambre. J'espère ne pas avoir à le répéter.

Le ministre a la parole.

M. Andre: Monsieur le Président, le 13 septembre, dans le *Ottawa Sun*, Ron Corbett disait qu'il avait reçu un appel d'une personne qui était en grève à la maison, pas sur les lignes de piquetage, et qui disait qu'elle préférerait être au travail, mais qu'elle avait peur de traverser les lignes.

Il s'agit d'un ancien représentant syndical, qui a même été président d'une section locale.

En mai il quitte son poste de représentant syndical.

«Plus je voyais les choses évoluer, plus je devenais convaincu que ce n'était pas un syndicat pour les travailleurs, c'était un syndicat pour les cadres du syndicat.»

Mon correspondant disait que son mécontentement à l'égard de l'AFPC avait commencé l'an dernier, lors de la grève du personnel de soutien au siège social de l'AFPC, lorsque Daryl Bean a pris une position extrêmement rigide à leur égard.

Les travailleurs de l'AFPC demandaient une augmentation de salaire de 5 p. 100. . .

Rappelez-vous que c'était à une époque où les membres de l'AFPC eux-mêmes obtenaient 4,8 p. 100.

Bean, qui dirigeait personnellement les négociations, ne leur offrait que 3 p. 100. C'est le même montant, comme nous le savons, que le gouvernement fédéral a déjà offert à Bean.

Pendant le conflit, Bean a été jusqu'à ordonner un lock-out de ses travailleurs, ce qui a été le coût de grâce pour mon correspondant.

«Je ne pense pas qu'un syndicaliste puisse procéder à un lock-out de ses travailleurs; toute cette affaire est de la pure hypocrisie, c'est un cas où l'on dit: «Faites ce que je dis et non ce que je fais.»»

. . . Bean lui a déclaré par la suite que les travailleurs devraient être heureux d'obtenir 3 p. 100 parce que leurs avantages sociaux seraient supérieurs à ceux des travailleurs du secteur privé et que, de toute façon, le syndicat manquait d'argent.

Tiens, tiens! Quand le président du Conseil du Trésor dit que nous avons de très bons avantages sociaux pour nos employés et que nous sommes à court d'argent, nous passons pour des monstres, des êtres terribles qui ne se soucient pas de l'intérêt de leurs employés. Mais quand c'est Daryl Bean qui parle ainsi, c'est correct.

Alors, les députés d'en face se lèvent et disent que nous avons tenté de provoquer une grève.

Voici ce que la personne qui a appelé Ron Corbett lui a déclaré:

Je suis convaincu que Bean voulait une grève. Il était important, pour lui, que l'AFPC devienne un syndicat militant et puissant.

Il ajoute que la grève n'a jamais eu pour objet les salaires ou une nouvelle convention collective. Elle avait pour objet le pouvoir.

Monsieur le Président, le SPC connaît une autre situation qui n'a pas été réglée. Ce syndicat offre et impose à ses propres employés 2 p. 100 pendant 18 mois, soit la moitié du pourcentage pour lequel il a fait la grève aux postes.

Shirley Carr estime qu'il s'agit d'un combat de rue. «La sécurité, nous exigeons la sécurité. Nous exigeons que vous cessiez la sous-traitance. Nous exigeons que vous cessiez la privatisation et la déréglementation. Nous exigeons la sécurité pour ces employés.»

Eh bien, le CTC a réussi, dans ses négociations, à exclure la sécurité d'emploi de la convention qu'il avait signée avec ses propres employés il y a six ans. Si vous travailliez pour le CTC il y a six ans, vous possédiez la sécurité d'emploi. Plus maintenant. Et cela a été négocié par la même Shirley Carr qui déclare que nous ne sommes pas justes envers nos employés.

Il est ironique à maints égards que Bean, Parrot, Carr et Bob White aient fait ces déclarations. Cela choque. Car contrairement à leurs propres actions, les syndicats nous demandent de faire des choses qu'ils ont choisi de ne pas faire pour leurs propres employés.

Ils veulent que nous haussions les impôts ou que nous augmentions la dette pour répondre à leurs revendications. Le choix que nous avons fait, c'est de restreindre les dépenses, et c'est le même choix que font les syndicats. Nous croyons que c'est un choix réfléchi qui convient aux meilleurs intérêts de tous les Canadiens.

Je suis fatigué des accusations que l'on porte contre les députés. Depuis 1984, le taux d'inflation a grimpé de 29,6 p. 100. Les salaires des députés ont augmenté de 17,6 p. 100. Il est vrai que nous avons eu les allocations de déplacement. Mais il est une chose qu'on n'a mentionnée nulle part dans ce débat, c'est que depuis plusieurs années consécutives, les frais de déplacement des fonctionnaires augmentent chaque année, conformément à la formule. Les allocations quotidiennes dont ils bénéficient lorsqu'ils sont en voyage ont aussi augmenté. Leurs avantages sociaux ont augmenté d'une façon générale. Les gens veulent absolument parler de nos avantages